



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 44 (2025)

Faits saillants

- ❖ Région : le Timor-Leste rejoint l'ASEAN
- ❖ Indonésie : première émission d'obligations en renminbi (CNY) sur les marchés internationaux
- ❖ Singapour : forte présence institutionnelle FR/UE à la SIEW 2025

LE CHIFFRE À RETENIR

+7,9 %

Prévisions de croissance
du PIB du Vietnam pour
2025 (HSBC)

Région

Série d'accords commerciaux avec les États-Unis, mais maintien du statu quo

En ouverture de sa tournée asiatique, le président américain Donald Trump a annoncé depuis Kuala Lumpur une série de six accords commerciaux avec la Malaisie, la Thaïlande, le Vietnam et le Cambodge, incluant des partenariats sur les minéraux critiques (Malaisie, Thaïlande) et des engagements d'accès réciproque aux marchés (cf. infra). Les pays signataires s'engagent notamment à ne pas restreindre leurs exportations de terres rares vers les États-Unis, tandis que les droits de douane américains (19-20 %) demeurent inchangés, avec seulement quelques exemptions ciblées selon les pays (liste encore à définir pour le Vietnam et la Thaïlande).

Signature de l'ALE ASEAN-Chine 3.0

La Chine et l'ASEAN ont signé à Kuala Lumpur une version 3.0 de leur accord de libre-échange (ALE), élargie aux secteurs de l'économie numérique et de l'économie verte. Pour mémoire, l'ASEAN est le principal partenaire commercial de Pékin avec 771 Md USD d'échanges en 2024. L'accord vise à réduire les barrières commerciales, renforcer l'intégration industrielle et améliorer la connectivité des chaînes d'approvisionnement, selon le Premier ministre chinois Li Qiang, qui a appelé à « accélérer la libéralisation des échanges ». Le Premier ministre singapourien Lawrence Wong a salué un texte qui « ouvrira de nouvelles opportunités dans les secteurs d'avenir ». Parallèlement, Pékin a réaffirmé sa volonté d'avancer sur un code de conduite en mer de Chine du Sud pour préserver la stabilité régionale.

Démantèlement partiel d'un vaste réseau d'escroquerie transnational

Les autorités cambodgiennes et singapouriennes ont mené une vaste opération conjointe contre un réseau d'escroquerie transnational dirigé par un singapourien, impliquant un total de 39 ressortissants de la cité-Etat, 9 malaisiens et un philippin : 15 ont déjà été interpellés et condamnés en septembre, et 34 suspects additionnels ont été identifiés depuis et sont actuellement recherchés. Basé à Phnom Penh, le groupe opérait des « government impersonation scams » – usurpation d'identité d'agences publiques singapouriennes – causant au minimum 41 M SGD de pertes sur 438 cas ; une affaire qui illustre (à nouveau) l'ampleur des arnaques en ligne dans la région, avec 456 M SGD dérobés sur les six premiers mois de 2025 (+88 % en un an) et une multiplication par trois des cas d'usurpation d'autorité.

Indonésie

Publication de la seconde SNDC

Après plusieurs reports, l'Indonésie a soumis le 27 octobre dernier sa Seconde contribution déterminée au niveau national (SNDC) au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC), couvrant la période 2031-2035. Cette SNDC propose 3 scénarios, eux-mêmes basés sur des hypothèses de croissance économique reflétant les priorités du gouvernement : 6 % en 2030 et 6,7 % en 2035 pour 2 des scénarios et 7 % en 2030 et 8,3 % en 2035 pour le dernier scénario. Cette SNDC prévoit ainsi des augmentations d'émissions de gaz à effet de serre (GES) jusqu'en 2030 (année du pic pour les 2 scénarios compatibles avec l'Accord de Paris), s'appuyant essentiellement sur une diminution des émissions dans le secteur de l'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie. Le déclin des émissions pour le secteur de l'énergie est prévu pour sa part à compter de 2035 dans les 2 scénarios présentés comme compatibles avec l'Accord de Paris (LCCP). Les objectifs chiffrés de réduction des émissions sont présentés par le gouvernement comme plus ambitieux que ceux de la précédente contribution déterminée au niveau national. L'année 2019 et son niveau d'émission (en valeur absolue) servent désormais de référence. Le montant total des investissements requis pour atteindre les objectifs fixés est estimé à 472,6 Md USD (estimation ne prenant en compte les besoins que de 4 secteurs sur les 5 concernés).

Première émission d'obligations en renminbi sur les marchés internationaux

L'Indonésie a levé 6 Md CNY (environ 842 M USD) lors de sa première émission d'obligations souveraines libellées en renminbi, dites dim sum bonds, marquant une étape importante dans la diversification de ses sources de financement et l'élargissement de sa base d'investisseurs mondiaux. L'opération, réalisée le 23 octobre et réglée le 31, s'est décomposée en deux tranches : une obligation à cinq ans à 2,5 % et une autre à dix ans à 2,9 %. Les souscriptions ont atteint 18 Md CNY, soit trois fois le montant émis, avec une prédominance d'investisseurs asiatiques, notamment chinois. Notées Baa2 par Moody's et BBB par S&P et Fitch, ces obligations seront échangées à la Bourse de Singapour. Cette opération, soutenue par la Bank of China, HSBC et Standard Chartered, illustre la volonté de Jakarta de renforcer ses liens financiers avec la Chine. L'Indonésie a émis cette année une série d'obligations libellées en

devises étrangères, notamment des obligations à double devise en dollars américains et en euros en janvier et en octobre, des obligations islamiques en juillet, des obligations en yens dites samurai bonds en juin, ainsi que des obligations en dollars australiens, appelées kangaroo bonds, en août.

Malaisie

Etats-Unis – Malaisie : signature d’un accord commercial bilatéral

Les Etats-Unis et la Malaisie ont signé, le 26 octobre, un accord bilatéral établissant un droit de douane consolidé de 19 % sur les exportations malaisiennes, tout en prévoyant des exemptions ciblées. La Malaisie s’engage à réduire progressivement ses barrières tarifaires sur les exportations américaines, dans les secteurs industriel et agricole, incluant une baisse des droits d’accise appliqués sur les véhicules assemblés et les spiritueux. L’accord prévoit également la levée de plusieurs barrières non-tarifaires : la Malaisie accepte notamment de se conformer aux normes de sécurité et d’émissions américaines pour les véhicules fabriqués aux Etats-Unis, de reconnaître les certifications relatives aux produits agricoles et pharmaceutiques et de limiter la certification halal aux seuls produits alimentaires. L’accord comprend également un volet stratégique sur les minerais critiques, par lequel la Malaisie s’engage à ne pas restreindre l’exportation de minéraux critiques, d’éléments de terres rares ni d’aimants issus de terres rares. Elle consent également à accorder aux entreprises américaines des licences d’exploitation prolongées, afin de pérenniser les chaînes d’approvisionnement américaines. Le texte prévoit en parallèle 150 Md USD d’investissements par des multinationales malaisiennes, sur cinq ans, ciblant les semi-conducteurs (103 Md USD), les centres de données (43,5 Md USD) et l’aéronautique (3,5 Md USD). En contrepartie, la Malaisie bénéficiera d’un taux inférieur à 19 % sur 1 711 lignes tarifaires couvrant des secteurs stratégiques tels que l’huile de palme, le caoutchouc, le cacao et les pièces aéronautiques. Ces mesures entreront en vigueur dans un délai de 60 jours après la ratification de l’accord et concerneront, selon le MITI, 12 % des exportations nationales (soit 5,2 Md USD). Les autorités malaisiennes espèrent conclure d’ici la fin de l’année un accord sur les semi-conducteurs, secteur actuellement examiné par l’administration américaine au titre de la section 232 du Trade Expansion Act de 1962.

Corée du Sud – Malaisie : signature d’un ALE

Le 27 octobre, en marge du 47^e Sommet de l’ASEAN, la Malaisie et la Corée du Sud ont signé un accord de libre-échange, six ans après le lancement des négociations en 2019. Le texte couvre le commerce des biens et services, l’investissement, le commerce numérique, la bioéconomie et la coopération industrielle. Il prévoit la suppression ou la réduction des droits de douane sur 682 produits malaisiens et 288 produits coréens, et notamment une baisse de 10 % à 0 % sur les véhicules électriques. La Malaisie lèvera en outre les restrictions à la propriété étrangère dans le secteur automobile, ouvrant la voie à de nouveaux investissements coréens dans l’assemblage de véhicules électriques. Un protocole sur la résilience des chaînes d’approvisionnement complète l’accord. En 2024, les échanges bilatéraux atteignaient 24 Md USD, faisant de la Corée le 8^e partenaire commercial de la Malaisie, avec 13,5 Md USD

d'investissements cumulés depuis 1980 et plus de 83 000 emplois créés.

Hausse des salaires au T2-2025

Le 30 octobre, le Département des Statistiques de Malaisie (DOSM) a publié son rapport sur les salaires pour le deuxième trimestre 2025. Le nombre total d'employés dans le secteur formel s'élève à 6,97 M, avec un salaire médian mensuel de 625,8 USD en juin (+4,3 % en g.a). Les hommes représentent 55,1 % des effectifs (salaire médian de 633,7 USD) et les femmes 44,9 % (611,8 USD). Par catégorie de population, les Sino-malaisiens affichent le salaire médian le plus élevé (971,3 USD ; +5,8 %), suivis des Indiens (611,8 USD ; +5,1 %) et des Bumiputeras (incluant les Malais, les orang Asli et d'autres groupes autochtones, soit 70,5 % de la population) à 530,3 USD (+5,5 %). Le secteur des services concentre 67,8 % des emplois, tandis que la finance et l'assurance sont les sous-secteurs les mieux rémunérés (1354,8 USD). Kuala Lumpur reste la région où le salaire médian reste le plus élevé (888 USD), et l'Etat de Kelantan celle où il est le plus faible (385,5 USD).

Singapour

SIEW 2025 : Singapour accélère sa transition énergétique

Lors de la Singapore International Energy Week (27 octobre 2025), le ministre en charge de l'Énergie Tan See Leng a décrit dans son discours les quatre composantes du nouveau chapitre énergétique de Singapour : Sustainable pathways ; Interconnectivity ; Ecosystem resilience ; et Workforce capabilities (« SIEW »). Singapour, qui tire encore 95 % de son électricité du gaz naturel, vise une décarbonation progressive fondée sur un mix diversifié : solaire (2 GWp avant 2030), géothermie et nucléaire civil de nouvelle génération. Des équipes dédiées au nucléaire ont été créées au sein de l'EMA et de la NEA, soutenues par des accords de coopération avec les États-Unis (Idaho National Laboratory, Battelle Institute) et la France (accord bilatéral signé en mai 2025). Singapour explore aussi les carburants bas carbone (biométhane, hydrogène, ammoniac) et le captage du carbone, avec un « regulatory sandbox » de 300 MW pour le biométhane. Enfin, le gouvernement mise sur Jurong Island comme pôle d'innovation bas carbone (testbed LCT3, parc de data centers de 700 MW) et prévoit une croissance de 60 % de l'emploi dans les énergies propres d'ici 2034. Tan See Leng a insisté sur la nécessité de concilier durabilité, sécurité énergétique et compétitivité, rappelant que la décarbonation « ne peut se faire à tout prix ». Durant la SIEW, le Forum ASEAN-France sur les interconnexions électriques (29 octobre) a réuni décideurs et entreprises autour des enjeux techniques et financiers du futur ASEAN Power Grid, et a été ouvert par la ministre d'État Gan Siow Huang, la directrice générale de l'énergie et du climat Sophie Murlon et la directrice générale de la DG ENER de la Commission européenne Ditte Juul Jørgensen.

Lancement des négociations pour un accord de partenariat sur l'économie verte avec le Chili et la Nouvelle-Zélande

Singapour, le Chili et la Nouvelle-Zélande ont lancé, en marge du sommet de l'APEC à Gyeongju (Corée), les négociations d'un Green Economy Partnership Agreement (GEPA), un accord plurilatéral

destiné à définir des règles communes pour le commerce et l'investissement verts. Les discussions porteront sur les biens environnementaux physiques (carburants d'aviation durables) et immatériels (crédits carbone, certificats d'énergie renouvelable), ainsi que sur les mesures commerciales liées au climat. Le Premier ministre Lawrence Wong a salué « une étape majeure dans la modernisation du commerce international », affirmant que « la croissance et la durabilité, longtemps perçues comme des priorités concurrentes, peuvent désormais être mutuellement renforcées ». Selon lui, le commerce doit être un levier de la transition verte, « en facilitant les flux transfrontaliers de biens, de services, de technologies et de financements nécessaires ». Dans la lignée du Digital Economy Partnership Agreement (2020), cette initiative marque une nouvelle étape dans la coopération économique « de nouvelle génération », intégrant des objectifs de durabilité dans la politique commerciale. Pour Singapour, le GEPA s'inscrit dans une stratégie visant à moderniser les échanges, attirer les capitaux bas-carbone et renforcer son rôle de hub régional pour la finance verte, les technologies propres et les services liés à la transition énergétique.

L'emploi total progresse de 24 800 postes au T3-2025

Selon les estimations préliminaires du ministère du Travail (MOM), l'emploi total à Singapour a augmenté de 24 800 postes au T3-2025, après +10 400 au trimestre précédent, soutenu par la hausse conjointe de l'emploi résident et non résident. La croissance est restée concentrée dans la finance et la santé, tandis que les secteurs orientés vers l'export (information, services professionnels, commerce de gros) ont marqué le pas. L'emploi non résident a progressé dans la construction et l'industrie manufacturière, tandis que le taux de chômage global est resté à 2 % et les licenciements stables à 3 500. Le ministère anticipe une croissance de l'emploi à nouveau positive au T4 mais inégale, avec une modération des salaires et un léger repli des intentions d'augmentation de rémunération (19,3 % des entreprises, contre 22,4 % au T2).

Vietnam

Le Vietnam et les USA trouvent un accord sur la question des droits de douanes

La Maison Blanche et le Vietnam se sont accordés, le 26 octobre dernier, sur la mise en place d'un accord-cadre pour un commerce « réciproque, juste et équilibré ». Selon les termes de la déclaration publiée sur le site de la Maison blanche, le Vietnam offrira un accès préférentiel sur son marché pour tous les produits agricoles et industriels américains. En contrepartie, Washington maintient les 20% de droits de douanes supplémentaires précédemment mis en place, mais accordera des droits nuls sur certains produits dont la liste reste à définir. Parmi les autres éléments compris dans cette déclaration, Vietnam Airlines a donné son accord pour l'achat de 50 avions Boeing d'une valeur supérieure à 8 Md USD, ainsi que la signature d'une vingtaine de protocoles d'accord (MoU) dans le secteur agricole, d'une valeur de 2,9 Md USD. Cet accord devrait être finalisé dans les prochaines semaines. Pour rappel, il fait suite aux droits de douanes entrés en vigueur en juillet dernier, selon lesquels les produits vietnamiens étaient taxés à hauteur de 20%, tandis qu'une taxe exceptionnelle de 40% serait appliquée sur les biens transitant par le territoire vietnamien mais en provenance d'autres

pays. Cette dernière catégorie doit encore être définie dans les discussions entre les deux pays.

Révision à la hausse des prévisions de croissance pour le Vietnam pour 2025

La banque britannique HSBC vient de relever ses prévisions de croissance pour le Vietnam de 6,6 % à 7,9 % pour 2025 et de 5,8 % à 6,7 % pour 2026. Cette révision à la hausse s'explique notamment par la performance du pays au troisième trimestre de 2025, avec une croissance de 8,2 %, la plus élevée d'ASEAN. HSBC a également légèrement augmenté ses prévisions d'inflation à 3,3 % pour 2025 (contre 3,2 % auparavant) et à 3,5 % pour 2026 (contre 3,2 % auparavant). Malgré les droits de douanes américains de 20%, les exportations vietnamiennes continuent de croître avec +18,4% au troisième trimestre et +16 % sur les 9 premiers mois de l'année. L'excédent commercial a ainsi doublé au troisième trimestre par rapport à celui du premier trimestre, atteignant 3 Md USD. Parallèlement, les investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de 15 % en g.a. sur les 9 premiers mois alors que la demande intérieure progresse avec une hausse de 9,5 % en g.a de la vente au détail. Compte tenu de ce contexte économique favorable, d'autres banques et institutions ont également relevé leurs prévisions alors que le gouvernement vietnamien vise un objectif de 8,3 à 8,5 % pour 2025.

	HSBC	UOB	BAD	BM	OCDE	FMI
Nouvelle prévision	7,9%	<u>7,5%</u>	<u>6,7%</u>	<u>6,6%</u>	<u>6,2%</u>	<u>6,5%</u>
Prévision initiale	6,6%	6,9%	<u>6,6%</u>	<u>6,8%</u>	7%	<u>5,4%</u>

Le Vietnam et le Royaume-Uni élèvent leurs relations au rang de Partenariat stratégique global

Le Vietnam et le Royaume-Uni ont officiellement porté leurs relations bilatérales au niveau de "Partenariat stratégique global", à l'occasion de la visite officielle du secrétaire général Tô Lâm à Londres du 28 au 30 octobre 2025, à l'invitation du Premier ministre Keir Starmer. A noter qu'il s'agit d'une déclaration reconnaissant la relation entre le Vietnam et un Etat tiers et non d'un accord juridique contraignant. Le renforcement de cette coopération porterait sur les domaines clefs suivants : politique et diplomatie, défense et sécurité, science et technologie, transformation numérique, finance et banque, éducation et formation, environnement et lutte contre le changement climatique, ainsi que la culture. L'accord vise également à consolider la mise en œuvre du traité de libre-échange bilatéral (UKVFTA) et de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP), tout en favorisant des chaînes d'approvisionnement durables et un accès élargi aux marchés. Pour rappel, le Vietnam a établi des Partenariats stratégiques globaux avec 14 pays (Chine, Russie, Inde, Corée du Sud, États-Unis, Japon, Australie, France, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Indonésie, Singapour, Thaïlande et Royaume-Uni).

Intel prévoit de localiser une partie croissante de sa production vers le Vietnam

Selon les déclarations de Kenneth Tse, vice-président pour la fabrication et les opérations, le fabricant américain de semi-conducteurs Intel pourrait relocaliser ses opérations d'assemblage, d'emballage et de test du Costa-Rica vers le Vietnam. Cela

permettrait l'expansion de son usine située dans le Saigon Hi-Tech Park, déjà reconnue comme le plus grand investissement d'une entreprise américaine des hautes-technologies au Vietnam (1 Md USD) et première base d'Intel pour l'assemblage et le contrôle qualité. Les recrutements permettant l'extension de la chaîne de production auraient déjà débuté. La présence du géant américain, établi dans le pays en 2006, est un symbole pour le Vietnam dans sa stratégie d'ouverture vers l'étranger et dans son intégration dans les chaînes de valeurs de produits électroniques à forte valeur ajoutée. Selon un document publié par l'ancien ministère du Plan et de l'Investissement en juin 2024, l'entreprise américaine avait initialement prévu un investissement de 3,3 Mds USD dans le pays, avant de finalement lui préférer la Pologne. Un peu plus tôt, en novembre 2023, un autre projet d'extension de son usine au Vietnam avait été abandonné, en raison des craintes concernant l'approvisionnement électrique.

Thaïlande

Nouvel accord-cadre avec les Etats-Unis

Le 26 octobre 2025, en marge d'un déplacement de Donald Trump en Malaisie où il a rencontré ses homologues de l'ASEAN, la Maison Blanche a publié un communiqué annonçant un nouvel « accord-cadre » sur le commerce US-Thaïlande signalant la suppression des droits de douane thaïlandais sur environ 99% des produits américains, contre 90 % évoqué précédemment ; l'amélioration de l'accès au marché des viandes américaines ; l'achat de produits énergétiques américains (5,4 Mds USD par an), agricoles (2,6 Mds USD par an) et aéronautiques (18,8 Mds USD). L'accord-cadre mentionne cependant de possibles exemptions des droits de douane réciproques à 19 % sur des biens identifiés ultérieurement, dans le cadre de l'annexe 3 du décret présidentiel 14346 du 5 septembre 2025 concernant les « partenaires alignés » avec les Etats-Unis. Selon les Etats-Unis, les deux pays devraient finaliser et signer l'accord dans les prochaines semaines après l'accomplissement des procédures internes.

Memorandum of Understanding surprise avec les Etats-Unis sur les terres rares

En marge du 47ème sommet de l'ASEAN le 26 octobre, la Thaïlande et les Etats-Unis ont signé un Memorandum of Understanding (MoU) sur l'approvisionnement en terres-rares. Cet accord, rendu public, est une surprise, sa négociation n'ayant pas fait l'objet de publicité en amont. Les Etats-Unis auraient « la priorité pour investir dans les ressources minérales stratégiques qui seraient vendues en Thaïlande ou par une entreprise ayant son siège sociale ou immatriculée en Thaïlande ». Des facilitations administratives à l'investissement seraient également mises en œuvre, avec notamment des groupes de travail et échanges réguliers sur les bonnes pratiques entre les administrations thaïlandaises et américaines. En retour, la Thaïlande obtiendrait un soutien au développement d'une filière sur toute la chaîne de valeur des terres rares. La Thaïlande bénéficierait également d'une assistance technique des Etats-Unis pour analyser l'étendue de ses ressources en terres rares et « accroître la compétitivité du secteur des minéraux critiques en Thaïlande ». Enfin, l'objectif de promotion de normes élevées et la préservation in fine d'un marché ouvert sont également inscrit au MoU.

Révision à la hausse des prévisions de croissance 2025 du ministère des Finances

Le Fiscal Policy Office (FPO) du ministère des Finances thaïlandais a relevé sa prévision de croissance pour 2025 à +2,4 %, contre +2,2 % auparavant. En cause, d'une part une révision à la hausse des prévisions d'exportation en valeur sur l'année, à +10 % en glissement annuel, d'autre part les mesures de soutien à la consommation privée mise en place par le gouvernement Anutin, et notamment le système de co-paiement Khon La Khrueng, programme de subvention qui prend en charge une partie des dépenses quotidiennes, en partageant le coût des achats avec l'Etat via une application numérique, ainsi que la carte d'aide social de l'Etat.

Philippines

Le déficit budgétaire enregistré sur les 9 premiers mois de 2025 se creuse de 15,5 % en g.a.

Sur les neuf premiers mois de 2025, le budget national philippin a enregistré un déficit de 1,1 Bd PHP (19,3 Md USD), soit une hausse de 15,5 % en glissement annuel. Malgré ce creusement, il reste en dessous des prévisions du gouvernement (estimé à 21,6 Md USD). Il s'explique par des recettes légèrement inférieures aux attentes (58,0 Md USD contre 58,4 Md) et des dépenses également plus faibles que prévu (77,3 Md USD contre 80,0 Md). Ce décalage reflète une application plus rigoureuse de la suspension des dépenses d'aide sociale, de logement et d'infrastructures sociales en période électorale (entre le 28 mars et le 11 mai 2025) pour éviter leur détournement à des fins clientélistes par les élus. Ainsi en avril 2025, les dépenses dans le domaine des infrastructures avaient diminué de 30 % sur un an.

Les prêts étrangers approuvés par le Conseil monétaire de la banque centrale (BSP) enregistrent une baisse de 71 % au T3-2025

Les prêts étrangers approuvés par la BSP ont baissé de 71 % en g.a. au troisième trimestre 2025, passant de 3,8 Md USD au T3-2024 à 1,1 Md USD en 2025. Ce recul s'explique par la fixation du mix de financement du gouvernement pour 2025 à 81:19 (81 % domestique, 19 % extérieur), contre 75:25 l'année précédente. A noter que la majorité du budget en emprunts étrangers pour 2025 (8,5 Mds USD) a été sollicitée en février. La réduction des emprunts extérieurs, approuvée par la BSP dans le cadre de son mandat de supervision, traduit la stratégie du gouvernement de privilégier le financement domestique. Ce recentrage vise à atténuer les risques de change, alors que le peso demeure sous pression depuis 2022.

Toujours pas d'accord commercial avec les Etats-Unis pour les Philippines suite au sommet de l'ASEAN à Kuala Lumpur

Lors du 47^e sommet de l'ASEAN à Kuala Lumpur, le président Trump a signé des accords commerciaux bilatéraux avec la Malaisie et le Cambodge, et défini le cadre de futurs accords avec le Vietnam et la Thaïlande. Les négociations avec les Philippines, relancées depuis l'instauration en juillet d'une tarification de 19 % sur leurs exportations, restent en cours. Premier débouché des exportations philippines (19,9 %), le niveau et l'étendue de la tarification américaine pourrait avoir un impact direct sur les performances à

l'export du pays. La potentielle tarification à 100 % des semi-conducteurs envisagée par le président Trump, est un enjeu clé des négociations, ce poste représentant 53 % des exportations philippines vers les Etats-Unis. En outre, alors que les Philippines cherchent à développer leur agriculture, l'exigence d'une tarification à 0 % des exportations agricoles américaines semble constituer un frein supplémentaire à la conclusion d'un accord.

Cambodge

Accord Cambodge - Etats-Unis : un grand déséquilibre

En marge du 47ème Sommet de l'ASEAN (Kuala Lumpur), Cambodge et Etats-Unis ont signé un accord commercial visant à renforcer leurs échanges bilatéraux. Le Cambodge supprime tous les droits de douane sur les produits industriels, agricoles et agroalimentaires d'intérêt pour les entreprises américaines, sauf biens usagés. En revanche, les Etats-Unis maintiennent un tarif de 19 % l'essentiel des exportations cambodgiennes. Les produits textiles, les articles de voyages, les meubles, qui représentent environ 86 % des exportations cambodgiennes vers les Etats-Unis, restent donc concernées par ces droits « réciproques ». Si Washington accorde un accès à droit nul à des centaines de lignes tarifaires, celles-ci concernent les produits que le Cambodge exporte peu – à peine 1 % du flux commerciaux vers les Etats-Unis. Exigeant pour le Cambodge, l'accord prévoit également la reconnaissance des normes américaines, la protection des droits du travail, la lutte contre le travail forcé et le renforcement de la protection de l'environnement. Il couvre aussi le commerce numérique, les services et les investissements. Le Cambodge doit aussi « s'aligner » sur les politiques de sanction ou de contrôle des exportations américaines. Enfin, le Cambodge doit confirmer, aujourd'hui au plus tard, que Air Cambodia achètera 10 Boeing B737 (+ 10 options). L'intérêt du Cambodge se trouve donc ailleurs.

Dépendance chinoise sous contrôle américain ?

De janvier à septembre, les échanges commerciaux entre le Cambodge et la Chine ont atteint 14,2 Md USD, en hausse de 27,5 % par rapport à la même période de 2024. Les importations cambodgiennes depuis la Chine ont augmenté de 32 % à plus de 13 Md USD, tandis que les exportations ont reculé à 1,2 Md USD (-7,8 %). Le déficit commercial avec la Chine – premier déficit commercial cambodgien – s'est creusé à 11,8 M USD, contre 8,6 Md USD enregistrés au cours des neuf premiers mois de l'année précédente. Les produits chinois représentent 52,9 % des importations totales cambodgiennes. Cela illustre encore une fois une forte dépendance de Phnom-Penh à l'égard de Pékin, et pas seulement pour les intrants textiles. Les produits finaux sont destinés à l'exportation vers les marchés internationaux tels que les Etats-Unis, l'UE entre autres. C'est d'ailleurs pour encadrer ces flux que l'on trouve, dans l'accord commercial signé entre le Cambodge et les Etats-Unis le 26 octobre, plusieurs dispositions qui visent indirectement la Chine, notamment à travers les règles d'origine et les contrôles douaniers exercées par le Cambodge.

Taxe sur les plus-values à compter du 1er janvier 2026

Le gouvernement a décidé de reporter une nouvelle fois l'application de la taxe sur les plus-values au 1er janvier 2026. Initialement prévue pour une entrée en vigueur le 1er janvier 2021, cette mesure fiscale a connu plusieurs reports successifs en raison de l'impact de la pandémie de Covid-19 puis des difficultés du secteur immobilier. Le report peut être interprété comme un signe de prudence, laissant un peu plus de temps aux entreprises pour se préparer. L'impôt sur les plus-values de 20 % couvre les gains réalisés sur la vente des biens immobiliers, baux, investissements/actifs financiers, biens (licences et marques), propriété intellectuelle et devises étrangères. Le succès de l'application dépendra de la clarté des règles, de la capacité administrative dans une mise en œuvre effective et équitable. Enfin, la hausse prévue de dépenses publiques l'année prochaine (10,2 Md USD, +8 %) pourrait également justifier son application pour accroître les recettes fiscales et donc les ressources publiques...

Laos

Poursuite de la modération des prix

Après 5 % en août et 4,5 % en septembre, l'inflation continue son repli à 4 % en octobre. Le chemin parcouru depuis les 42,3 % de février 2023 est immense. Les efforts des autorités, de contrôle de la masse monétaire comme des transactions en devises, ont payé. Depuis fin juin, le kip a également gagné près de 2 % face au dollar, quand il avait perdu environ 75 % de sa valeur au cours des cinq années précédentes. Dans le détail, les prix du logement et des fluides croissent de 16,7 %, les frais de santé de 12,9 % et d'éducation de 11,5 %. Les autorités doivent donc jongler avec une nécessaire hausse des prix de l'électricité et de l'eau, pour mieux refléter les coûts de production, et la progression des salaires. De fait, le salaire minimum est, depuis le 1er octobre, fixé à 2,5 millions de kips (115 USD). Même si le salaire moyen est plus près de 4,5 millions, cela fait encore peu pour faire face au coût de la vie. Les autorités ont d'ailleurs décidé d'augmenter les salaires des fonctionnaires à un minimum de 3 millions de kips.

La stabilité via une meilleure supervision

La Banque du Laos (BOL) vient d'annoncer un nouveau plan (2026-2030) pour renforcer la solidité du système financier laotien et sa stabilité. De manière relativement anecdotique, vu les montants révélés – 75 000 USD en 2024 –, la supervision renforcée de la gestion des banques publiques devrait favoriser la réduction de la corruption. La gestion de ces banques devra également être améliorée. La banque centrale vise aussi le développement des technologies numériques comme facteur de croissance. Elle souhaite accroître l'intégration régionale, par exemple par le développement des paiements par QR code. Les applications de paiement par QR code laotiennes sont déjà reconnues au Cambodge, en Corée du Sud, en Chine, en Thaïlande ou au Vietnam. Ces actions viennent en complément de toutes les mesures prises au cours des dernières années, notamment le contrôle des devises liées aux opérations de commerce extérieur, pour renforcer la stabilité monétaire.

Birmanie

Signature d'un MoU sur la coopération agricole avec l'Égypte

La Birmanie et l'Égypte ont signé un Mémorandum of Understanding (MoU) sur la coopération agricole au Caire, au ministère de l'Agriculture et de la Réclamation des terres de la République arabe d'Égypte. Cet accord marque le deuxième MoU entre les deux pays dans le domaine de l'agriculture, actualisant et élargissant le premier MoU signé en 1994. Selon le nouveau MoU, les deux pays renforceront leur coopération dans les échanges de technologies agricoles, le développement des capacités et les activités de recherche conjointes, tout en promouvant des pratiques agricoles durables et en augmentant le commerce des produits agricoles d'intérêt mutuel.

Timor-Leste

Le Timor-Leste intègre l'ASEAN

Quatorze ans après sa demande d'adhésion, le Timor-Leste est officiellement devenu, le 26 octobre 2025, le 11ème membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), lors du 47^e Sommet de l'organisation à Kuala Lumpur. La signature de la Déclaration d'adhésion par les dirigeants de l'ASEAN et le Premier ministre timorais Xanana Gusmão consacre l'aboutissement d'un processus entamé en 2011, après une première étape ayant permis au pays de devenir membre observateur en 2022. Le Timor-Leste espère ainsi attirer davantage d'investissements étrangers, diversifier son économie encore largement dépendante de son Fonds pétrolier et renforcer son intégration régionale. Pour l'ASEAN, l'entrée du Timor-Leste complète la couverture géographique du bloc et symbolise sa volonté d'inclusivité, avec la première adhésion à l'organisation depuis 1999.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr